

Pour une politique d'accueil permanent et inconditionnel ! Non à la politique de l'immigration à géométrie variable du gouvernement !

Depuis quelques jours, les musiques sur l'immigration choisie et la double peine reprennent. Si nous ne connaissons pas encore le contenu précis de cette nouvelle loi immigration, les déclarations de Darmanin et Dussopt donnent les grandes lignes. Des mesures essentiellement répressives, qui réduiront encore les droits des étranger-es, les expulseront toujours plus, avec encore moins de garanties et de recours... L'exception : avoir une utilité économique. L'être humain ravalé au rang de marchandises !

Si les ministres donnent l'illusion d'une timide avancée sur la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers, en évoquant une facilitation de l'accès au marché du travail pour certain-es, il s'agit de la création d'un énième titre de séjour très temporaire, ciblé sur certains métiers dits en tension. Ils poursuivent en fait le projet d'immigration jetable, clairement énoncé par le ministre de l'intérieur sur BFM : "Si le métier n'est plus en tension, la personne perdra son titre de séjour au bout d'un an".

On nage aussi en plein cynisme avec un titre de séjour conditionné à la connaissance de la langue française mais sans y mettre les moyens ! Par contre des millions d'euros sont investis pour les Centres de Rétention Administratives, prisons qui ne disent pas leurs noms et zones de non droits.

Enfin, en écho à la récupération à des fins racistes par l'extrême-droite du meurtre d'une enfant, on nous annonce l'inscription systématique des personnes sous OQTF (obligation de quitter le territoire français) au fichier des personnes recherchées. Rappelons que l'OQTF est une mesure administrative, en aucun cas une condamnation pénale ! Et le ministre de l'intérieur surenchérit dans cette croisade. Clamer que les Préfets auront pour mission de « rendre la vie impossible » aux étranger-es en situation irrégulière (en supprimant notamment les prestations et les logements sociaux) est intolérable. On pensait le harcèlement et la traque interdits par la Loi ! Pour l'Union syndicale Solidaires ces propos sont insupportables ! Elle nous rappelle les heures les plus sombres de notre histoire.

"Être gentils avec les gentils et méchants avec les méchants" : derrière ce vocabulaire simpliste, c'est bien de tri des migrant-es dont il s'agit, dans un but purement utilitariste.

Pour l'Union syndicale Solidaires, on ne peut pas envisager les déplacements humains comme des phénomènes comptables, ou des rapports sur investissement ! On ne peut pas conditionner la liberté de circulation et d'installation au gré du besoin de main-d'œuvre à bon marché du patronat. **C'est pour cela que Solidaires et SUD PTT participent activement à la lutte des travailleurs sans papiers de DPD, Chronopost et RSI pour leur régularisation et l'amélioration de leurs conditions de travail.**

Les personnes migrant-es fuient la guerre et la misère, conséquences des politiques menées entre autres par la France. Leur accueil doit être permanent et inconditionnel.

Nous devons faire preuve de solidarité pour construire ensemble une société où les droits et libertés fondamentales sont les mêmes pour toutes et tous indépendamment de nos origines, partout, sans discrimination.

Pour une société plus juste et égalitaire, plus solidaire,

Pour la fermeture des CRA et l'ouverture des frontières !

Pour un titre de séjour unique de 10 ans !

Régularisation de tou-te-s les sans-papiers !